

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Perspectives économiques provinciales

Quelques embellies, mais un contexte qui reste défavorable

Par Randall Bartlett, économiste en chef adjoint, et Sonny Scarfone, économiste principal

FAITS SAILLANTS

- ▶ Malgré des vents contraires importants en 2025, les économies provinciales se sont montrées plus résilientes qu'on le prévoyait il y a encore quelques mois à peine. Ce constat est en partie attribuable à des données économiques historiques révisées considérablement à la hausse, qui se sont traduites par un point de départ plus solide pour les perspectives. Malgré la contraction démographique et la guerre commerciale avec les États-Unis, l'emploi s'est raffermi dans la plupart des provinces l'an dernier, et le taux de chômage n'a que modérément augmenté dans l'ensemble du pays. Et même si l'inflation au Canada est demeurée près de la cible de 2 % de la Banque du Canada (BdC) en 2025, les chiffres ont varié considérablement d'une province à l'autre, en partie en raison de différences marquées au chapitre de l'inflation des loyers.
- ▶ En 2026, les provinces du Canada continuent de faire face à des vents contraires similaires à ceux ayant soufflé en 2025, mais aussi à de nouveaux obstacles qui n'étaient pas sur le radar au moment de la publication de nos projections précédentes. Les politiques commerciales et tarifaires américaines continuent de nuire aux exportateurs, particulièrement dans les provinces (Ontario, Québec et Colombie-Britannique) et les secteurs (acier, aluminium, fabrication automobile et produits du bois) qui y sont les plus exposés. La révision conjointe de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) accentuera certainement cette incertitude. Par ailleurs, le changement de régime au Venezuela a accru les inquiétudes au sujet du prix payé aux producteurs canadiens de pétrole lourd, des risques pesant sur la production et les profits. Le déclin de la population canadienne devrait également freiner la croissance, quoique modestement, grâce à l'amélioration de la productivité et de l'abordabilité du logement.
- ▶ Pour ce qui est des finances publiques provinciales, ce sont les provinces productrices de pétrole qui verront le changement le plus important par rapport aux mises à jour budgétaires de l'automne. Cela dit, l'Alberta et la Saskatchewan surclassaient déjà leurs pairs sur le plan des indicateurs d'endettement, et elles devraient donc être capables de mieux résister à la tempête que les autres. En effet, la plupart des provinces ont revu à la baisse leurs perspectives de déficit à mesure que l'exercice 2025-2026 progressait. L'Ontario fait clairement exception, ayant surpassé les attentes tant économiques que financières. Les finances publiques du Québec se sont aussi améliorées en cours d'année, mais de façon beaucoup plus modeste.

À chaque mise à jour de nos perspectives économiques provinciales, le contexte semble s'être de nouveau transformé. Depuis que nous avons publié [nos dernières prévisions provinciales](#) en octobre 2025, Statistique Canada a révisé d'anciens chiffres et en a publié de nouveaux, les gouvernements ont donné plus d'information sur leurs plans, et le chaos au sud de la frontière a continué de se répercuter dans le monde. Ces facteurs nous ont amenés à revoir nos perspectives économiques pour les dix provinces et à réévaluer les incidences financières à l'approche de la saison budgétaire de 2026. (Voir le tableau à la page 16 pour les détails de nos dernières prévisions économiques.)

Le contexte économique a changé

Les données sur le PIB publiées par Statistique Canada pour les provinces ne sont disponibles que sur une base annuelle. Ainsi, lorsque les données sont mises à jour en novembre, les économistes en prennent note. Et les dernières révisions sont remarquables : les chiffres du PIB réel de 2022 et de 2023 ont été revus considérablement à la hausse à l'échelle nationale et dans toutes les provinces (graphique 1 à la page 2). La production de la Saskatchewan, en particulier, a été fortement relevée, suivie de celles de la Nouvelle-Écosse, du Manitoba et

Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

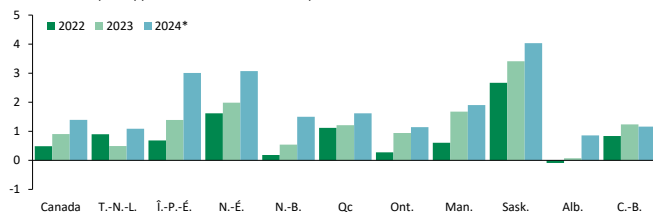
NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE** : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

Graphique 1

Le PIB réel a été révisé à la hausse dans toutes les provinces canadiennes

Variation du niveau du PIB réel

Variation en % par rapport aux estimations et aux prévisions



* La variation de 2024 est par rapport aux prévisions de nos perspectives économiques provinciales d'octobre 2025.

Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

de l'Île-du-Prince-Édouard. Par conséquent, le niveau du PIB réel de 2024 s'est également avéré supérieur à nos prévisions de l'automne dernier. Il est à noter que ces révisions ont touché non seulement l'activité économique réelle, mais aussi des variables nominales comme la rémunération des employés et les bénéfices des sociétés, qui ont une incidence disproportionnée sur les revenus gouvernementaux.

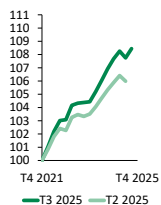
Statistique Canada publie les données annuelles sur le PIB pour toutes les provinces, et celles au niveau national tous les trimestres. Les gouvernements du Québec et de l'Ontario publient également leurs propres données trimestrielles des comptes économiques, qu'ils révisent par la suite pour les arrimer aux estimations annuelles de Statistique Canada. Depuis la publication de nos dernières perspectives provinciales, ces chiffres trimestriels ont tous été révisés à la hausse (graphique 2). Cela a contribué à rehausser nos perspectives de croissance du PIB réel pour 2025 dans ces deux provinces. La croissance du PIB nominal, la mesure la plus large de l'assiette fiscale, a également été révisée à la hausse.

Graphique 2

Le PIB réel trimestriel a été révisé à la hausse en 2025, comme pour les années précédentes

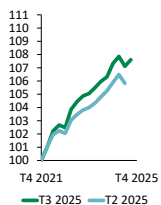
Canada – PIB réel*

T4 2021 = 100



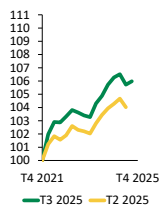
Ontario – PIB réel*

T4 2021 = 100



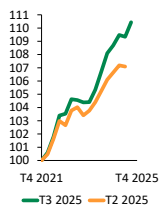
Québec – PIB réel*

T4 2021 = 100



RC – PIB réel*

T4 2021 = 100



RC : reste du Canada; * Les données ont été révisées pour les années 2022 à 2025 lors de la publication des comptes économiques du troisième trimestre 2025.

Statistique Canada, Ministère des Finances de l'Ontario, Institut de la statistique du Québec

et Desjardins, Études économiques

Le PIB n'est cependant pas le seul élément auquel nous prêtons attention. À 2,1 %, l'inflation de l'indice des prix à la consommation (IPC) s'est établie très près de la cible de 2 % de la BdC en 2025, en grande partie grâce à l'élimination de

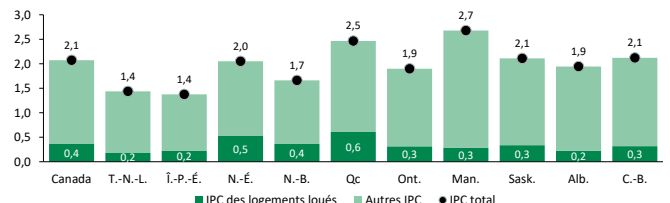
la taxe carbone pour les consommateurs. L'an dernier, l'IPC a toutefois considérablement différé d'une province à l'autre (graphique 3). Le Manitoba a connu l'inflation la plus élevée (2,7 %), suivi du Québec (2,5 %). L'un des facteurs clés de la croissance relativement forte des prix au Québec a été l'inflation des loyers, qui est restée exceptionnellement élevée alors qu'elle a ralenti ailleurs au pays. Cela dit, [nos recherches](#) suggèrent que celle-ci devrait ralentir, tout comme l'inflation plus générale des logements, grâce notamment au déclin des loyers demandés partout au pays. Le régime distinct de tarification du carbone pour les consommateurs au Québec a également contribué à créer un fossé temporaire avec l'inflation canadienne globale, bien que l'effet de cette politique ne sera plus visible dans le calcul annuel à compter d'avril 2026.

Graphique 3

Le niveau et la composition de l'inflation ont été très différents d'une province à l'autre en 2025

Inflation totale mesurée par l'IPC et décomposition*

Variation annuelle en %



IPC : indice des prix à la consommation

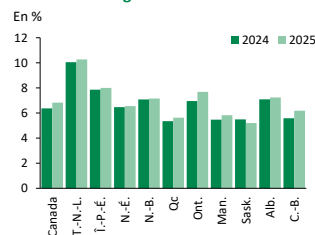
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Parallèlement, le [marché du travail a fait preuve d'une résilience surprenante](#) en 2025, malgré les vents contraires causés par le différend commercial avec les États-Unis et la contraction de la population canadienne (graphique 4). Là encore, les différences entre les provinces ont été notables l'an dernier, les secteurs (comme la fabrication) et les provinces (dont l'Ontario) exposés aux droits de douane ayant absorbé le plus gros du choc. Cela dit, même les provinces les plus durement touchées ont fait preuve d'une résilience surprenante.

Graphique 4

Tout compte fait, les marchés du travail provinciaux ont tenu le coup en 2025

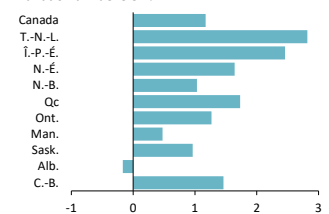
Taux de chômage



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Variation de l'emploi, 2025

Variation annuelle en %



Les perspectives ont changé, pour le meilleur et pour le pire

En raison des ajustements apportés au point de départ des prévisions, les perspectives ont fait l'objet de nombreux changements qui n'avaient pas été anticipés en octobre. Déclin de la croissance démographique, recul des prix du pétrole, volatilité de la politique commerciale américaine – les forces qui influencent l'économie canadienne sont nombreuses et variées.

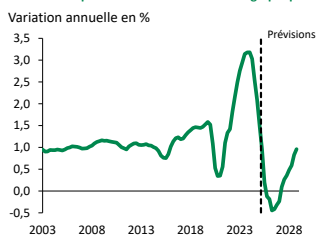
Jusqu'où la croissance démographique peut-elle ralentir?

En ce qui concerne la croissance démographique, les données du troisième trimestre de 2025 montrent qu'elle a été beaucoup plus faible que prévu, en grande partie en raison d'une accélération rapide des sorties de résidents non permanents. Le pays pourrait s'être approché en 2025 des ambitieuses cibles fédérales en matière de réduction des nouvelles arrivées et d'une légère contraction de sa population globale. Si ce rythme se maintient, on pourrait, en 2026, voir la population du Canada diminuer pour une deuxième année consécutive – une situation inédite (graphique 5). Et même si les ajustements de politiques du gouvernement du Canada n'entraînent pas de réduction de la population, ce qui est probable selon [nos recherches](#), les gains démographiques devraient être minces, voire nuls en 2026, avant de rebondir en 2027 et en 2028.

Graphique 5

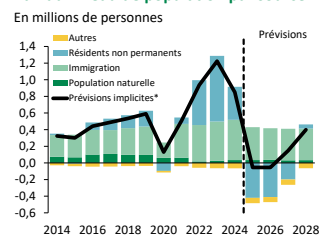
La croissance démographique pourrait poursuivre son repli avant de rebondir en 2027

Prévisions implicites* de la croissance démographique



* Du gouvernement du Canada.
NOTE : La population annuelle est présentée sur la base d'une année civile.
Gouvernement du Canada, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Var. du niveau de population par source

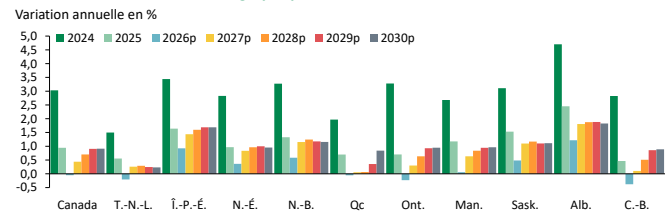


Jusqu'à maintenant, les provinces les plus touchées par le renversement des flux démographiques ont été l'Ontario et la Colombie-Britannique. Et il semble que cette faiblesse se poursuivra (graphique 6). Par le passé, Toronto et Vancouver accueillait à elles seules à peu près la moitié des nouveaux arrivants. La diminution du nombre de nouveaux résidents permanents et le passage en terrain négatif du nombre de résidents non permanents ont donc exacerbé le déclin des marchés immobiliers dans ces villes. En même temps, les loyers demandés à Toronto et à Vancouver, points d'atterrissage de nombreux nouveaux arrivants, ont chuté de plus de 10 % depuis deux ans. Quant au Québec, même si ses paramètres

Graphique 6

La croissance de la population devrait se modérer en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique

Prévisions de croissance démographique



p : prévisions
NOTE : Les prévisions démographiques pour le Canada et le Québec sont réalisées à l'interne. Les prévisions démographiques pour toutes les autres provinces sont comparées au scénario de projection démographique M1 de Statistique Canada.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

d'immigration sont généralement harmonisés avec ceux d'Ottawa pour les résidents non permanents (les deux ciblent une part de 5 % de la population totale), la province prévoit réduire l'immigration permanente d'environ 60 000 à 45 000 personnes au cours des trois prochaines années. Ce changement devrait atténuer les pressions sur les marchés de l'habitation et de la location. Malgré tout, l'activité sur le marché immobilier résidentiel devrait demeurer près de ses sommets historiques, puisque les évaluations ne sont pas aussi tendues que dans les autres provinces les plus peuplées.

Qu'advient-il de l'ACEUM?

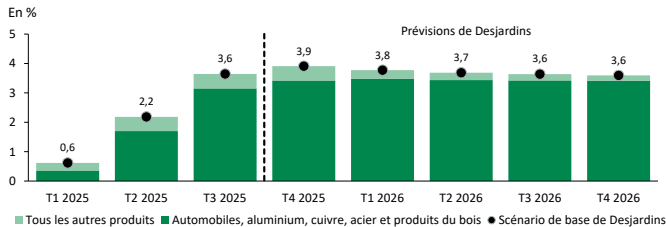
Le moment que beaucoup redoutaient depuis longtemps est maintenant à nos portes. La révision de ACEUM a commencé – et avec elle, les déclarations tapageuses et la langue de bois attendues. Cet examen conjoint, qui doit paradoxalement être terminé d'ici la fête du Canada, pourrait prendre différentes directions. Dans le meilleur des cas, l'entente serait renouvelée pour encore 16 ans, soit jusqu'en 2042, même si cela ne garantirait pas nécessairement de prévisibilité. L'ACEUM pourrait également être soumis à des révisions annuelles, ce qui risquerait d'enraciner l'incertitude et de retarder encore plus l'investissement des entreprises au Canada. Enfin, les États-Unis pourraient se retirer complètement de l'ACEUM, un retrait qui serait terminé dès le 1^{er} janvier 2027. Il pourrait s'ensuivre un accord commercial bilatéral et des droits de douane « réciproques », possiblement de 10 % de plus sur toutes les importations américaines en provenance du Canada. À l'heure actuelle, tous ces scénarios sont aussi probables les uns que les autres. Nous avons donc présumé, dans nos plus récentes [Prévisions économiques et financières](#), que le [statu quo](#) prévaudra à l'avenir (graphique 7 à la page 4). Cela dit, les risques sont en grande partie orientés à la baisse relativement à cette hypothèse.

Comme c'était le cas au moment de nos perspectives économiques provinciales d'octobre 2025, le taux effectif moyen des droits de douane demeure le plus élevé en Ontario et au Québec, deux des provinces les plus diversifiées sur le plan économique (graphique 8 à la page 4). C'est parce

Graphique 7

Les droits de douane sur les importations américaines de biens canadiens devraient augmenter, puis se stabiliser

Taux effectif des tarifs douaniers américains sur les importations canadiennes

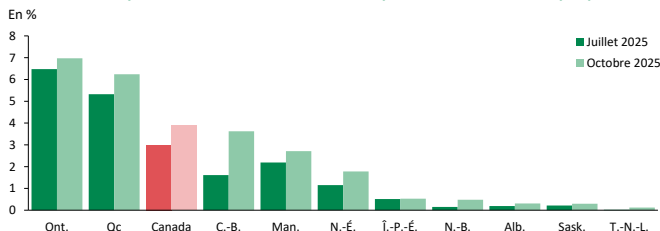


United States International Trade Commission et Desjardins, Études économiques

Graphique 8

Certaines provinces sont beaucoup plus exposées que d'autres aux droits de douane américains

Taux effectif moyen des tarifs américains sur les importations canadiennes par province*



* Taux effectif moyen des tarifs fondé sur les droits calculés au niveau HS6, en fonction des exportations provinciales vers les États-Unis.
Statistique Canada, United States International Trade Commission et Desjardins, Études économiques

qu'elles accueillent des industries fortement tarifées axées sur l'exportation, comme les fabricants d'acier, d'aluminium, d'automobiles et d'armoires. Si des droits de douane sectoriels étaient appliqués plus largement, voire universellement, aux exportations de biens canadiens (pensons, par exemple, à la menace récente de droits de douane sur les importations d'avions), d'autres provinces seraient beaucoup plus vulnérables aux risques liés à ces barrières tarifaires. Si l'énergie était exclue, ce serait notamment le cas de la Colombie-Britannique, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard. Et si les tarifs américains frappaient aussi les exportations d'énergie, l'Alberta serait particulièrement vulnérable, tout comme la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador, dans une moindre mesure.

Secteur pétrolier : difficultés à l'horizon?

D'éventuels tarifs douaniers appliqués aux importations d'énergie américaines ne sont toutefois pas le seul vent contraire auquel pourrait faire face l'industrie pétrolière canadienne. Le [récent changement de régime au Venezuela](#) a soulevé des préoccupations quant à la possibilité que les importations de pétrole brut lourd vénézuélien vers le golfe du Mexique aux États-Unis remplacent celles de pétrole brut canadien. Compte tenu de l'état des infrastructures pétrolières et gazières du Venezuela, nous pensons qu'il s'agit plutôt d'une préoccupation à moyen terme – après 2027. Au cours des deux prochaines

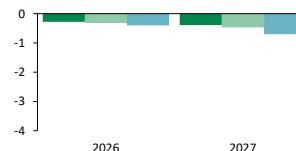
années, la plus grande inquiétude d'un point de vue économique est que les entreprises retardent leurs investissements prévus, ce qui exacerberait encore l'incertitude causée par la politique commerciale américaine. Le prix payé pour le pétrole brut lourd canadien, connu sous le nom de WCS (*Western Canadian Select*), pourrait aussi être moindre que précédemment prévu. Cela pourrait peser sur l'activité économique globale au Canada, mais surtout en Alberta (graphique 9).

Graphique 9

La baisse des prix du WCS touchera surtout l'économie de l'Alberta

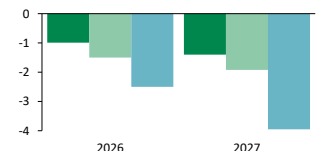
Canada – incidence sur le PIB nominal*

Déviations en % par rapport au scénario de référence des PEF de décembre 2025



Alberta – incidence sur le PIB nominal*

Déviations en % par rapport au scénario de référence des PEF de décembre 2025**



WCS : Western Canadian Select; PEF : Prévisions économiques et financières. * Les estimations d'incidence n'incluent pas de jugement sur les fluctuations de change, mais l'analyse de sensibilité suggère que l'effet compensateur serait faible. ** Les prévisions du PIB nominal de l'Alberta fondées sur les PEF de décembre 2025 n'ont pas encore été publiées.
Desjardins, Études économiques

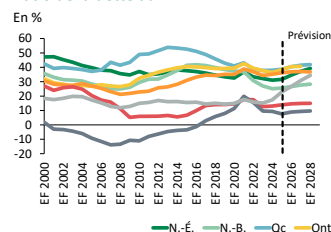
Les hauts et les bas des finances publiques

Toujours en ce qui concerne le secteur pétrolier, [nos récentes recherches](#) ont révélé que les finances publiques de l'Alberta sont particulièrement vulnérables à une baisse des prix du brut lourd. Cela risque de placer les perspectives budgétaires de la province sur une trajectoire plus précaire qu'au moment de son budget 2025. En même temps, l'Alberta bénéficiait des meilleures perspectives financières de toutes les provinces canadiennes à la fin de la saison budgétaire 2025 (graphique 10). Comme elle a la dette nette et les coûts du service de la dette les plus faibles parmi ses pairs, un changement de trajectoire ne modifiera probablement pas son classement financier relatif.

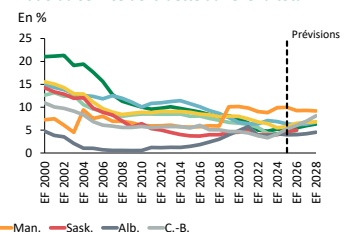
Graphique 10

L'Alberta amorçait l'exercice 2025-2026 avec les meilleures finances au Canada

Ratio de la dette au PIB



Ratio du service de la dette au revenu total



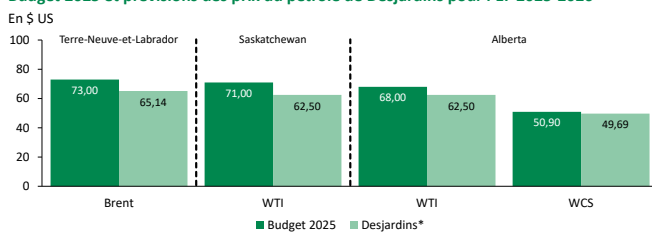
EF : exercice financier

Documents budgétaires provinciaux 2025 et Desjardins, Études économiques

D'autres provinces riches en énergie pourraient ne pas être épargnées par la baisse des prix du pétrole, même si elles ne produisent pas de brut lourd. Les prix du WTI (*West Texas Intermediate*) et du Brent ont considérablement baissé depuis le printemps 2025, ce qui rend la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador vulnérables aux fluctuations des marchés mondiaux de l'énergie (graphique 11). Compte tenu de la baisse de la valeur du WTI cette année, les revenus devraient être moins élevés que prévu.

Graphique 11

Les prix du pétrole ont été inférieurs aux attentes des gouvernements provinciaux
Budget 2025 et prévisions des prix du pétrole de Desjardins pour l'EF 2025-2026

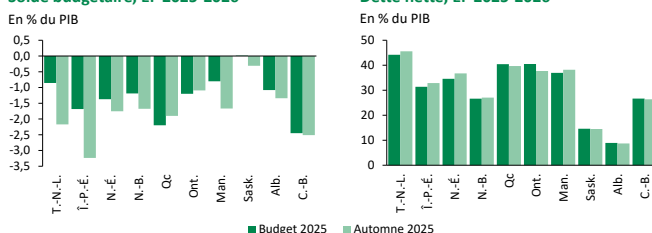


EF : exercice financier; WTI : West Texas Intermediate; WCS : Western Canadian Select
* Tiré des Prévisions économiques et financières de janvier 2026 de Desjardins.
Documents budgétaires provinciaux et Desjardins, Études économiques

Toutefois, même si elles échappent aux effets négatifs du recul des prix du pétrole, la plupart des provinces ont vu leurs perspectives budgétaires révisées à la baisse (graphique 12). Cela s'explique essentiellement par une combinaison de revenus plus faibles et de dépenses plus élevées que prévu. L'Ontario fait clairement exception à cette règle, notamment parce que son économie a surpassé les prévisions économiques prudentes de son [budget 2025](#). Cela lui a permis d'enregistrer des revenus plus élevés et des dépenses plus faibles que prévu l'an dernier. Et les bonnes nouvelles se sont poursuivies dans la récente mise à jour du troisième trimestre de l'Ontario. Le Québec a aussi connu une légère amélioration pendant l'année, avec des revenus en hausse soutenus par un marché du travail s'étant montré plus résilient que prévu en mars 2025.

Graphique 12

La détérioration budgétaire est généralisée dans les provinces, à l'exception de l'Ontario et du Québec
Solde budgétaire, EF 2025-2026

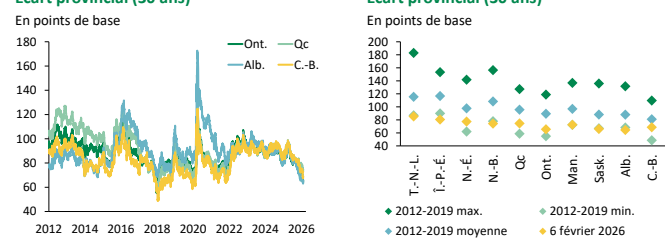


EF : exercice financier
Documents budgétaires provinciaux et Desjardins, Études économiques

Alors, qu'en est-il du point de vue des marchés pour les provinces? Les taux d'intérêt des obligations provinciales ont continué de se négocier à des écarts par rapport à ceux des obligations du gouvernement du Canada qui demeurent inférieurs à leur moyenne d'avant la COVID-19, en particulier à l'extrémité longue de la courbe, là où les provinces émettent la majeure partie de leur dette (graphique 13). L'Ontario, surtout, a la faveur des investisseurs en tant que grand émetteur, ses titres évoluant de près avec le crédit de qualité investissement. La vigueur des entrées de capitaux en provenance de l'étranger a profité aux provinces les mieux notées et perçues comme suivant une trajectoire budgétaire positive.

Graphique 13

Les écarts des obligations provinciales avec celles du gouvernement du Canada demeurent inférieurs à leurs moyennes historiques
Écart provincial (30 ans)*



* Données historiques en date du 23 janvier 2026.
Bloomberg et Desjardins, Études économiques

Conclusion

Somme toute, 2025 a été une année difficile, mais le Canada et ses provinces semblent s'en être mieux sortis que prévu dans nos perspectives provinciales d'octobre. Et même si les perspectives de croissance du PIB réel pour 2026 ont été révisées à la baisse presque partout, toutes les provinces devraient enregistrer des gains de production cette année. La croissance de l'emploi et les taux de chômage devraient également s'améliorer par rapport aux prévisions de l'automne, grâce à la résilience des marchés du travail. Si tout va bien, une plus grande clarté par rapport à la politique commerciale américaine pourrait embellir davantage les perspectives pour 2027.

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Malgré une année marquée par les vents contraires, l'économie de la Colombie-Britannique s'en est étonnamment bien tirée. La consommation a été particulièrement vigoureuse en 2025, avec des ventes au détail ayant placé la province dans le haut du classement national. De même, parmi les [grands projets sélectionnés par le gouvernement fédéral](#) pour un processus d'approbation accéléré, 6 sur 13 sont en Colombie-Britannique (graphique 14). Il s'agit notamment de la phase 2 de LNG Canada, du terminal GNL de Ksi Lisims LNG, des phases 1, 2 et 3 de la ligne de transport d'électricité de la côte nord et de l'agrandissement de la mine de Red Chris. L'expansion de l'oléoduc Trans Mountain (TMX) continue également d'offrir des avantages, avec l'augmentation de la capacité utilisée et les efforts déployés par le gouvernement provincial pour accroître la capacité de transport maritime. L'accord commercial conclu récemment avec la Chine pourrait aussi accroître les exportations à partir des ports de la Colombie-Britannique.

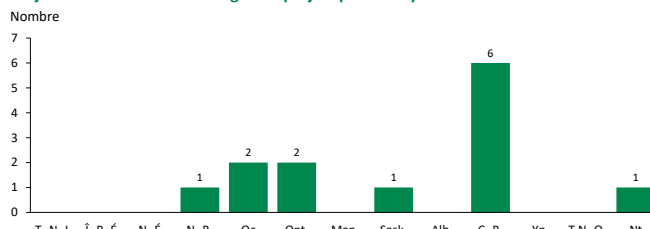
Toutefois, le secteur forestier a été particulièrement touché par la mise en place de droits compensateurs et antidumping sur les exportations de bois d'œuvre vers les États-Unis (graphique 15). Et considérant que le processus a été entamé en 2023 sous une autre administration américaine, il est difficile d'entrevoir un renversement de cette politique, même advenant un changement de leadership fédéral au sud de la frontière au cours des prochaines années. Cette situation est d'ailleurs exacerbée par la morosité du marché de l'habitation aux États-Unis. Le marché immobilier de la Colombie-Britannique demeure également un frein à la croissance. En effet, le ralentissement de l'immigration et l'inversion des entrées de résidents non permanents ont particulièrement touché la province, laissant le secteur de la construction résidentielle dans une situation difficile. Même si cela devrait aider à améliorer l'abordabilité, les gains seront vraisemblablement modestes.

La combinaison de ces vents contraires économiques crée une situation relativement corsée pour les finances publiques de la province. La Colombie-Britannique a terminé la saison budgétaire de l'an dernier avec un ratio de la dette au PIB augmentant à un rythme particulièrement marqué par rapport à celui des autres provinces. Cependant, il convient de noter que son ratio de la dette nette au PIB était, au départ, très faible par rapport à celui des autres provinces non productrices d'énergie. Par le passé, elle s'est aussi démarquée de ses pairs en ce qui concerne la prudence intégrée à ses prévisions budgétaires. Le gouvernement provincial a également annoncé une légère amélioration des projections du solde budgétaire pour l'exercice 2026 dans sa [mise à jour du deuxième trimestre](#) par rapport à celle du premier trimestre, ce qui laisse entrevoir une hausse possible des perspectives pour l'année en cours (graphique 16). Plus récemment, les dirigeants du gouvernement se sont engagés à instaurer une nouvelle ère de contrôle des coûts, ce qui accentuera les attentes relatives à la prudence dans le prochain budget.

Graphique 14

Près de la moitié des grands projets du gouvernement fédéral sont en Colombie-Britannique

Projets soumis au Bureau des grands projets pour analyse

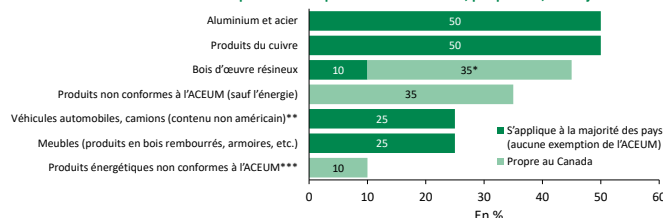


Bureau des grands projets et Desjardins, Études économiques

Graphique 15

La foresterie est l'un des secteurs les plus durement touchés par la politique commerciale américaine

Tarifs douaniers américains sur les importations en provenance du Canada, par produit, au 1^{er} janvier 2026



ACEUM : Accord Canada-États-Unis-Mexique

* Correspond aux droits compensatoires et antidumping (payés par les exportateurs canadiens);

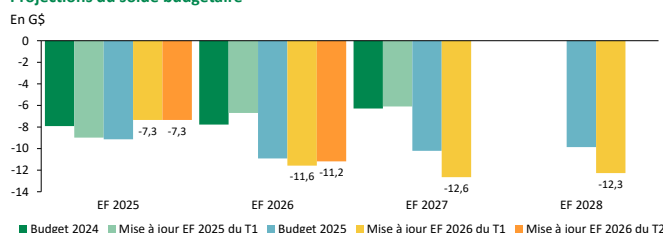
** À l'exception des autobus : 10 %; *** Incluant la potasse et les minéraux critiques.

Maison-Blanche, Affaires mondiales Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 16

La légère amélioration du résultat de la Colombie-Britannique est une bonne nouvelle

Projections du solde budgétaire



EF : exercice financier

Ministère des Finances de la Colombie-Britannique et Desjardins, Études économiques

ALBERTA

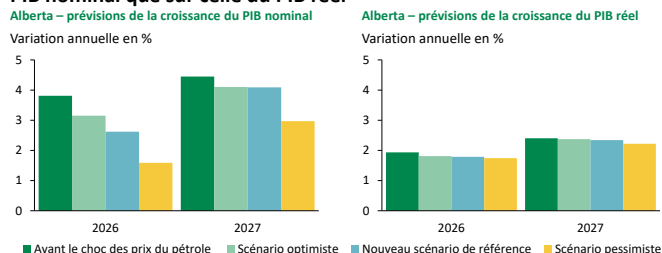
L'Alberta devrait redevenir le chef de file de la croissance en 2025. Toutefois, la menace d'un afflux de pétrole brut provenant du Venezuela sur la côte du golfe du Mexique a augmenté le risque que l'écart entre le WTI et le WCS s'élargisse, possiblement de façon considérable. Ainsi, les producteurs de sables bitumineux pourraient recevoir moins pour leurs produits que par le passé. Selon notre analyse, cela pourrait entraîner un recul notable de la croissance du PIB réel et du PIB nominal en 2026, et nuire davantage en 2027 (graphique 17).

Les répercussions budgétaires d'un élargissement de l'écart WTI-WCS pourraient être importantes (graphique 18). Les déficits budgétaires de l'Alberta pourraient s'approcher des 12 G\$ dans le pire scénario, jusqu'à 10 G\$ de plus que ce qui était prévu il y a un an. La dépendance croissante de la province aux redevances énergétiques pour financer ses dépenses la rend de plus en plus vulnérable aux fluctuations des prix du pétrole. Cela dit, l'Alberta est la province canadienne ayant commencé l'exercice financier de 2026 dans la meilleure position budgétaire : ses déficits prévus sont les plus petits, et sa dette nette en proportion du PIB est incontestablement la plus faible. La stratégie de réduction de la dette de la province a également contribué à consolider cet avantage. L'Alberta a aussi une plus grande capacité fiscale que d'autres provinces, avec des impôts moins élevés sur le revenu des particuliers et des sociétés, et aucune taxe de vente.

Il y a aussi place à l'optimisme quant aux perspectives économiques de l'Alberta. D'abord, la plupart des exportations d'énergie vers les États-Unis sont exemptées de droits de douane en vertu de l'ACEUM. Et même si la révision conjointe de l'accord risque d'engendrer de la volatilité, notre scénario de base est celui d'un maintien du statu quo dans l'ensemble. Ensuite, nous avons constaté une augmentation considérable des exportations d'énergie vers l'Asie, notamment vers la Chine, grâce à la mise en service de l'oléoduc TMX en mai 2024 (graphique 19). Les données suggèrent que cela a suffi à compenser entièrement la baisse des exportations de pétrole brut vers les États-Unis au cours de la période, et l'entente de principe entre les gouvernements du Canada et de l'Alberta signifie qu'une plus grande capacité pourrait être construite pour acheminer plus de sables bitumineux jusqu'à l'océan. Enfin, l'Alberta a la possibilité de diversifier davantage son économie, même s'il s'agit plutôt d'un objectif à moyen terme qui a été poursuivi avec une certaine réticence par le passé. Toutefois, si cet effort réussit, il offrirait à la province de la rose sauvage une meilleure protection contre les futures fluctuations des marchés énergétiques mondiaux.

Graphique 17

La baisse des prix du WCS se répercutera davantage sur la croissance du PIB nominal que sur celle du PIB réel

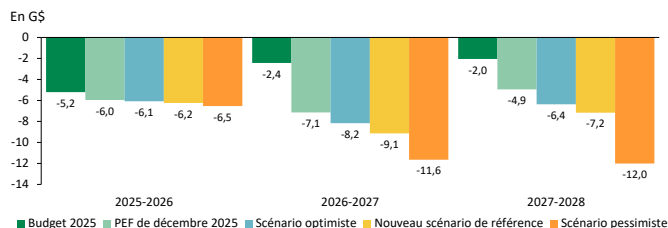


WCS : Western Canadian Select
Desjardins, Études économiques

Graphique 18

La baisse des prix du WCS risque de nuire aux perspectives budgétaires déjà affaiblies de l'Alberta

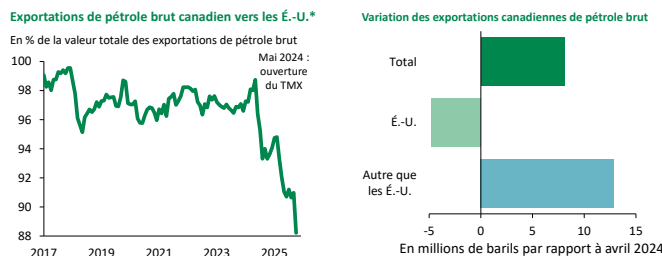
Prévisions du déficit budgétaire du gouvernement de l'Alberta selon divers scénarios de prix du pétrole*



WCS : Western Canadian Select; PEF : Prévisions économiques et financières; * Toutes les prévisions de déficit de Desjardins utilisent les prévisions des PEF de décembre 2025 pour le West Texas Intermediate.
Gouvernement de l'Alberta et Desjardins, Études économiques

Graphique 19

Les exportations canadiennes de pétrole brut se diversifient



SASKATCHEWAN

Les événements ont pris une tournure favorable pour la Saskatchewan récemment. Non seulement la province a bénéficié des révisions historiques du PIB réel les plus costaudes parmi ses pairs, mais le garde-manger du Canada a aussi commencé la nouvelle année avec des tarifs douaniers attendus réduits sur ses exportations vers la Chine. Les droits de douane chinois sur les importations de graines de canola en provenance du Canada devraient diminuer à 15 % à compter du 1^{er} mars 2026 (ils sont à environ 100 % actuellement), tandis que le tourteau de canola, les pois et d'autres produits devraient être exemptés de tous droits de douane. Compte tenu de la part historiquement plus faible de ses échanges avec les États-Unis et de son exposition à la Chine plus grande que celle de la plupart des autres provinces, la Saskatchewan devrait profiter davantage du [récent accord commercial conclu par le gouvernement canadien avec la Chine](#) (graphique 20). Toutefois, la réduction des frais de douane sur un nombre déterminé de véhicules électriques chinois importés a suscité l'ire de l'administration américaine, ce qui a introduit une incertitude supplémentaire quant à l'avenir de la récente détente.

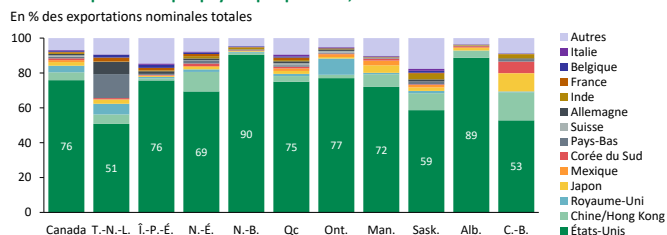
Le succès de la Saskatchewan n'est pas qu'une affaire de commerce. Cette province des Prairies a connu la plus forte hausse en pourcentage des mises en chantier parmi ses pairs en 2025 (graphique 21). Elle a aussi connu la progression la plus marquée du prix des propriétés existantes l'an dernier, tout en demeurant la province la plus abordable du pays. La santé de son marché de l'habitation a été soutenue par le plus faible taux de chômage au Canada, une première depuis avant la pandémie de COVID-19. Les investissements non résidentiels, soutenus par le projet de mine de potasse BHP Jansen d'une valeur de 18 G\$, continuent par ailleurs d'alimenter les dépenses en immobilisations et de soutenir l'activité économique dans la province. Le projet de mine de cuivre de McIlvenna Bay Foran, dont le Bureau des grands projets a été saisi pour un examen plus approfondi, est susceptible de stimuler davantage les investissements et l'activité économique à moyen terme.

D'un point de vue financier, la Saskatchewan continue de dominer. Pour l'exercice en cours, les plus récentes prévisions officielles font état du plus petit déficit en proportion du PIB des provinces canadiennes et du niveau de dette nette le plus faible après celui de l'Alberta (graphique 22). Lorsqu'on regarde plus loin, les perspectives d'un prix du WTI inférieur aux prévisions antérieures laissent entrevoir certains vents contraires budgétaires. Cela dit, l'économie de la Saskatchewan est loin de se limiter au pétrole, des matières premières comme la potasse et les produits agricoles soutenant une assiette fiscale relativement diversifiée.

Graphique 20

La Saskatchewan est l'une des provinces les moins exposées au commerce avec les États-Unis

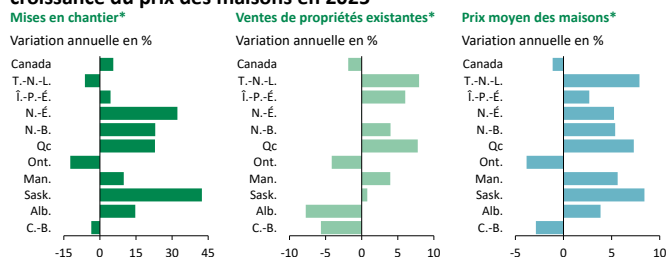
Part des exportations par pays et par province, 2024



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 21

La Saskatchewan a dominé au chapitre des mises en chantier et de la croissance du prix des maisons en 2025

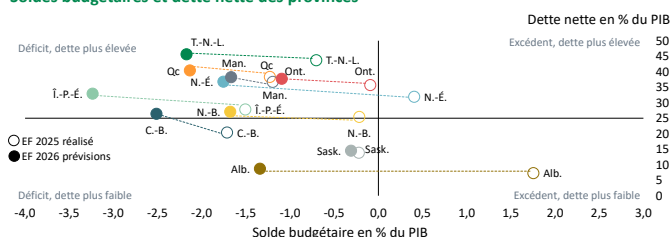


* Tous les chiffres sont pour 2025.
Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immobilier et Desjardins, Études économiques

Graphique 22

La Saskatchewan devrait enregistrer le plus faible déficit des provinces canadiennes cette année

Soldes budgétaires et dette nette des provinces*



EF : exercice financier; * Selon les dernières informations disponibles.
Documents financiers provinciaux, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

MANITOBA

L'économie du Manitoba, une des provinces dont les activités sont les plus diversifiées, est rarement trop chaude ou trop froide. Sa base agricole solide demeure le pilier de son PIB réel, tandis qu'une variété d'activités manufacturières et autres font que la province n'est jamais excessivement exposée à des chocs externes (graphique 23). Par exemple, les tarifs sectoriels américains sur les importations canadiennes ont moins touché le Manitoba que les autres provinces du centre du Canada, soit l'Ontario et le Québec. Même la Colombie-Britannique est maintenant assujettie à un taux tarifaire effectif moyen plus élevé, selon nos derniers calculs, bien que le Manitoba ne soit pas loin derrière. De plus, l'allègement tarifaire récemment annoncé sur les importations chinoises de produits agricoles canadiens sera un vent favorable modeste pour la province, mais l'absence de mouvement sur les droits de douane sur le porc continue de poser des difficultés. À plus long terme, l'ouverture du Manitoba aux investissements a permis d'ajouter le port de Churchill à la liste des stratégies transformatrices du Bureau des grands projets, dans l'espoir d'en faire un terminal d'exportation majeur pour l'énergie, les minéraux critiques et d'autres marchandises.

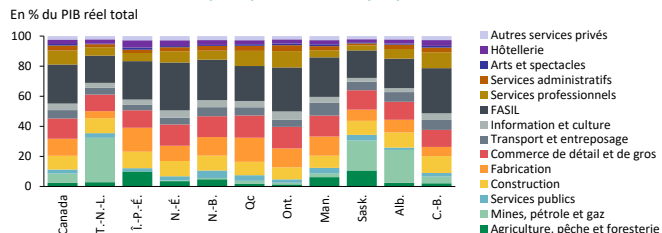
Toutefois, le Manitoba fait face à des défis. Au cours de la dernière décennie, la province a affiché l'un des taux de croissance du PIB réel annuel moyen les plus faibles parmi les provinces non productrices d'énergie. De même, en 2025, l'inflation mesurée par l'IPC au Manitoba était la plus élevée au pays, et elle s'est accélérée en fin d'année. Heureusement, la croissance des prix devrait se rapprocher de la cible de 2 % de la BdC en 2026 et y rester en 2027 (graphique 24). Parallèlement, la croissance devrait être égale ou supérieure à nos prévisions pour la progression nationale en 2026, qui devrait être freinée par des résultats moroses au Québec et en Ontario. Le maché du travail du Manitoba devrait faire mieux que ceux de ses homologues du centre du Canada.

Sur le plan budgétaire, le Manitoba fait face à des vents contraires. Sa récente mise à jour financière pour le deuxième trimestre laissait entrevoir un déficit plus important que prévu dans le budget 2025 pour l'exercice en cours, faisant passer son ratio de la dette nette au PIB prévu au troisième rang au pays, au-dessus de l'Ontario et juste derrière le Québec. La bonne nouvelle, c'est que nos prévisions de croissance du PIB réel en 2025 sont beaucoup plus près de la prévision de 1,7 % du budget que du 1,1 % de la dernière mise à jour trimestrielle (graphique 25). Les perspectives de croissance du PIB nominal sont encore plus encourageantes, ce qui laisse croire qu'il pourrait y avoir un risque haussier pour les revenus cette année par rapport aux dernières prévisions budgétaires.

Graphique 23

L'économie du Manitoba est parmi les plus diversifiées au Canada

Part du PIB réel du secteur privé par industrie et par province, 2024

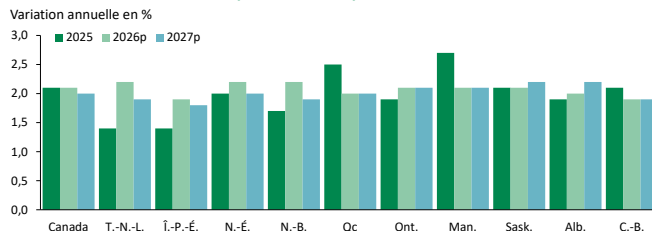


FASIL : finance, assurances, services immobiliers et services de location
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 24

Après avoir été la plus élevée au pays en 2025, la croissance des prix au Manitoba devrait ralentir

Prévisions d'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation

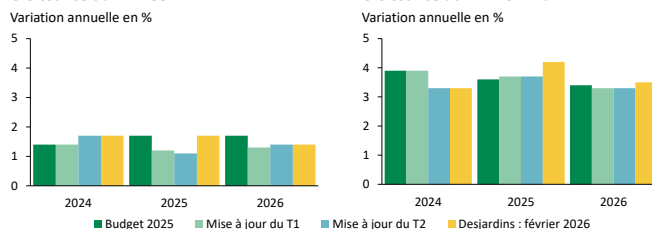


p : prévisions
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 25

Il y a un potentiel à la hausse pour les plus récentes prévisions économiques du Manitoba

Croissance du PIB réel



Gouvernement du Manitoba et Desjardins, Études économiques

ONTARIO

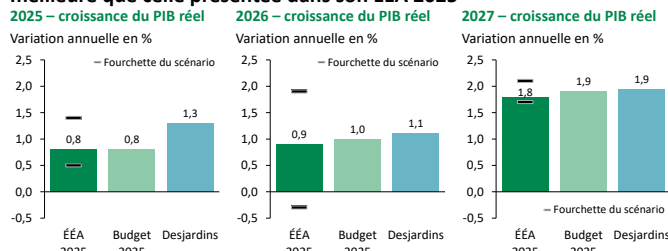
Les perspectives économiques de l'Ontario se caractérisent par un optimisme prudent. Grâce aux exemptions tarifaires prévues dans l'ACEUM, l'économie ontarienne a surpassé nos attentes antérieures et celles du gouvernement de la province (graphique 26), et ce, malgré les droits de douane américains encore élevés sur les exportations d'acier, de véhicules à moteur et d'autres secteurs précis. Toutefois, cette performance supérieure ne change rien au fait que le taux tarifaire effectif moyen est plus élevé en Ontario que dans toute autre province canadienne. Conjugué à l'incertitude entourant la révision conjointe prochaine de l'ACEUM, le ralentissement de la croissance induit par les tarifs douaniers pourrait être important. À cela s'ajoute la faiblesse causée par le déclin rapide de la population ontarienne, la hausse des coûts hypothécaires au renouvellement et les retards de paiements qui en découlent, ainsi qu'un marché de l'habitation qui demeure à la fois léthargique et inabordable.

Si l'on regarde de plus près la croissance du PIB réel de l'Ontario, [nos perspectives actuelles](#) pointent vers une progression plus modeste (graphique 27). Celle-ci devrait reposer sur les services axés sur le marché intérieur, comme l'immobilier et les services financiers. En examinant plus en profondeur la croissance du PIB réel de l'Ontario, les perspectives sectorielles mises à jour indiquent une progression modeste à l'avenir. Celle-ci devrait être soutenue par les services privés orientés vers le marché intérieur, comme l'immobilier et les services financiers. Les six matchs de la Coupe du monde qui se dérouleront à Toronto devraient également donner un coup de pouce. En revanche, la contribution des services publics devrait s'estomper en raison des [suppressions d'emplois au fédéral](#). Le ralentissement du secteur manufacturier sera probablement moindre cette année qu'en 2025, mais les perspectives de la production automobile semblent particulièrement maussades. Contrairement à ce qui se passe au sud de la province, le nord de l'Ontario semble connaître une certaine fortune. La résurgence du secteur minier, particulièrement en ce qui a trait à l'or, a soutenu la surperformance des marchés du travail et de l'habitation par rapport au reste de la province, à l'exception notable de Sault-Ste-Marie, où est établie l'usine d'Algoma Steel.

Grâce à cette amélioration de la conjoncture économique, le gouvernement de l'Ontario profite de perspectives de revenus plus élevés et de dépenses plus faibles que ce qui était prévu dans l'[Énoncé économique de l'automne 2025](#). Même si les déficits provinciaux de l'Ontario étaient conformes aux prévisions antérieures, le ratio de la dette nette au PIB resterait inférieur à celui publié en novembre 2025 grâce aux révisions passées du PIB nominal (graphique 28). Cela a été intégré dans la mise à jour des finances de l'Ontario du troisième trimestre, publiée le 10 février 2026. Toutefois, des vents contraires continuent de peser sur les perspectives économiques et budgétaires de la

Graphique 26

Notre prévision de croissance du PIB réel pour l'Ontario semble meilleure que celle présentée dans son ÉEA 2025

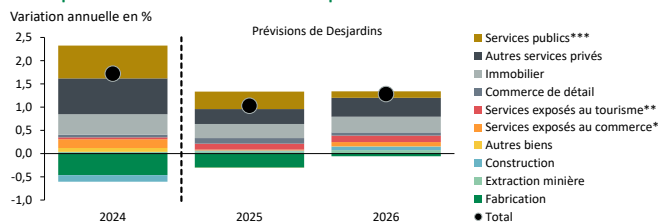


ÉA : énoncé économique de l'automne
Gouvernement de l'Ontario et Desjardins, Études économiques

Graphique 27

Les services orientés vers le marché intérieur devraient soutenir une croissance positive du PIB réel de l'Ontario

Décomposition de la croissance du PIB réel par industrie



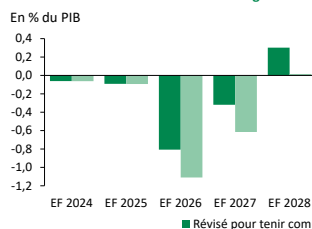
* Comprend le commerce de gros, le transport et l'entreposage; ** Comprend l'hébergement et la restauration ainsi que les arts, les spectacles et les loisirs; *** Comprend l'éducation, la santé et les services sociaux, ainsi que l'administration publique.

Gouvernement de l'Ontario, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

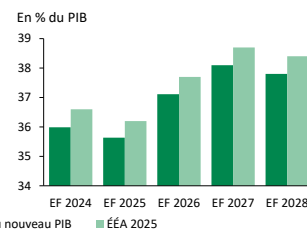
Graphique 28

Les perspectives budgétaires de l'Ontario se sont améliorées grâce aux révisions du PIB

Gouvernement de l'Ontario – solde budgétaire



Gouvernement de l'Ontario – dette nette



EF : exercice financier; ÉA : énoncé économique de l'automne
Gouvernement de l'Ontario et Desjardins, Études économiques

province, et le gouvernement provincial aurait intérêt à maintenir le niveau de prudence auquel les économistes et les investisseurs se sont habitués.

QUÉBEC

La croissance économique du Québec devrait demeurer modérée et être parmi les plus faibles au Canada en 2026, passant de 0,8 % en 2025 à 1,1 % en 2026. Le Québec fait face à une combinaison de vents contraires intérieurs et extérieurs, et ce sont les industries axées sur l'exportation qui en subiront surtout les conséquences. Les secteurs visés par les droits de douane américains, notamment l'aluminium, le cuivre, les produits du bois et la fabrication de camions, continueront à subir des pressions importantes. Puisque ces droits de douane sectoriels ne sont pas admissibles aux exemptions de l'ACEUM, le Québec est plus vulnérable aux tarifs douaniers américains que la plupart des provinces. Même avec une diversification partielle des marchés internationaux, la faiblesse prévue des exportations limitera la contribution de ces industries au PIB et à l'emploi. Le Québec continuera néanmoins de bénéficier d'un [marché de l'habitation](#) qui demeure vigoureux, quoique légèrement moins abordable. La construction résidentielle a bien résisté, et les mises en chantier devraient se poursuivre à un bon rythme en 2026 (graphique 29). Cette vigueur relative est renforcée par un secteur de la consommation qui s'est montré résilient. Les ménages ont maintenu un taux d'épargne élevé, se situant en moyenne à 8 % au cours des trois premiers trimestres de 2025. Cette marge de manœuvre financière soutient des perspectives plus favorables pour la demande intérieure, même si d'autres secteurs de l'économie font face à des défis croissants.

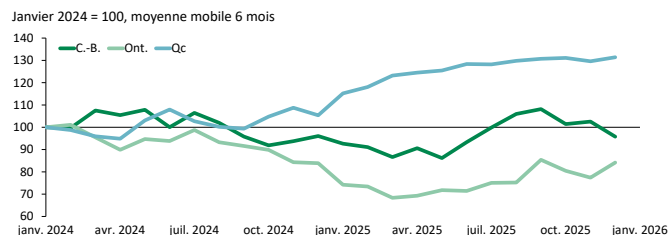
En revanche, la progression de la population active sera limitée par l'immigration. Les plus récentes prévisions démographiques du gouvernement Québec, publiées dans l'énoncé économique de l'automne, témoignent d'un retour à la [trajectoire démographique](#) d'avant 2022 d'ici la fin de la décennie, renversant en grande partie le récent bond du nombre de nouveaux arrivants (graphique 30). Ce ralentissement de la croissance démographique se fera surtout sentir à l'extérieur des grands centres urbains, où les pénuries de main-d'œuvre devraient maintenir le taux de chômage en deçà de 5 % et exercer une pression à la hausse sur les salaires. Ces conditions pourraient aussi peser sur les plans d'investissement, notamment dans les secteurs déjà aux prises avec des difficultés de recrutement.

Les élections de 2026 pourraient donner lieu à de nouveaux engagements budgétaires, malgré une marge de manœuvre limitée et des dépenses par habitant déjà élevées (graphique 31). Parallèlement, les [manques budgétaires](#) doivent encore être comblés pour respecter la *Loi sur l'équilibre budgétaire* d'ici 2029-2030. Malgré tout, les grands projets d'infrastructure continueront de soutenir l'activité économique. Des initiatives clés, dont le programme d'investissements d'Hydro-Québec et l'agrandissement du port de Montréal, devraient appuyer la demande de construction et compenser les vents contraires économiques plus généralisés.

Graphique 29

La croissance de la construction résidentielle est plus forte au Québec qu'en Ontario et en Colombie-Britannique depuis 2024

Mises en chantier

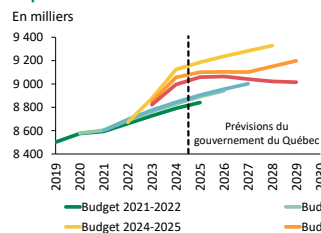


Société canadienne d'hypothèques et de logement et Desjardins, Études économiques

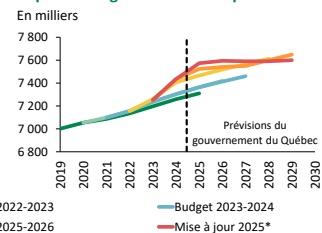
Graphique 30

L'accroissement de la population a été révisé à la baisse et la croissance du PIB potentiel a été abaissée de 1,7 % à 1,5 %

Population totale



Population âgée de 15 ans et plus



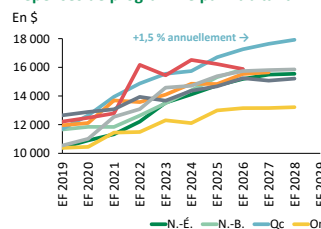
* Mise à jour budgétaire : Le point sur la situation économique et financière du Québec.

Documents budgétaires du gouvernement du Québec et Desjardins, Études économiques

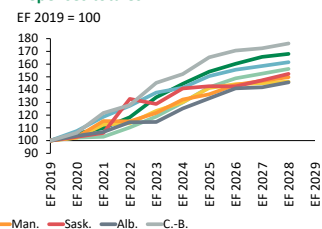
Graphique 31

Les dépenses par habitant demeurent plus élevées au Québec que dans les autres provinces

Dépenses de programme par habitant



Dépenses totales



EF : exercice financier

Documents budgétaires provinciaux et Desjardins, Études économiques

NOUVEAU-BRUNSWICK

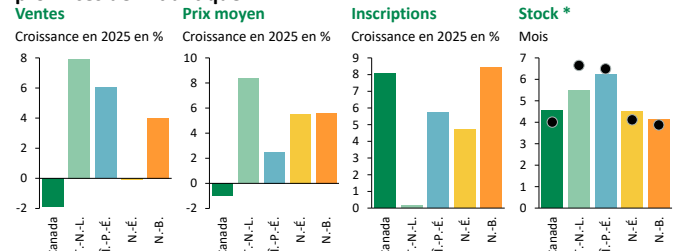
Le Nouveau-Brunswick a entamé l'année 2025 sur des bases plus solides que prévu. Après une croissance supérieure à la moyenne de 2,7 % en 2024, le PIB réel aurait progressé de 1,6 % en 2025. Les conditions du marché du travail sont demeurées résilientes l'an dernier, avec des gains d'emploi à temps plein et un taux de chômage à la fin de l'année de retour à ce qu'il était avant l'incertitude commerciale. Les mises en chantier ont tenu le coup en 2025, et les marchés immobiliers du Nouveau-Brunswick et des autres provinces de l'Atlantique sont restés plus solides que la moyenne (graphique 32). Cela dit, la croissance devrait encore se modérer en 2026 pour atteindre 1,2 %, dépassant celle du Québec seulement.

Jusqu'à présent, la province a bénéficié d'un faible taux effectif moyen des droits de douane, estimé à 0,5 % en octobre 2025, puisque les principales exportations (comme le pétrole raffiné) ont continué de bénéficier d'exemptions en vertu de l'ACEUM. Toutefois, les tarifs sectoriels de 45 % visant le bois d'œuvre résineux depuis octobre, qui comprennent des droits compensatoires et antidumping, viendront ajouter de la pression sur un secteur forestier déjà en difficulté. Le récent accord commercial avec la Chine pourrait offrir un certain contrepoids en contribuant à soutenir les exportations de produits de la mer. Malgré un contexte tarifaire plus favorable, les exportations de biens ont été globalement plus faibles en 2025, d'après les données dont nous disposons à ce jour. La révision prochaine de l'ACEUM représente un risque plus vaste, d'autant plus que les États-Unis absorbent plus de 90 % des exportations de marchandises du Nouveau-Brunswick. À plus long terme, l'élimination des obstacles au commerce interprovincial pourrait entraîner des gains de productivité importants dans les Maritimes. Selon des recherches récentes du Fonds monétaire international (FMI, 2026 [en anglais seulement]), le Nouveau-Brunswick pourrait, en l'absence de barrières au commerce intérieur, connaître la deuxième augmentation en importance du PIB réel par habitant (graphique 33). Toutefois, comme le FMI estime que les services représentent environ 90 % des gains potentiels, d'autres concessions seront nécessaires pour que ces avantages se matérialisent. La reconnaissance mutuelle, comme l'a fait Nouvelle-Écosse, est l'étalon-or en matière de libéralisation du commerce interprovincial.

Après un léger déficit de 104 M\$ pour l'exercice 2025, qui a mis fin à sept années d'excédents, le manque à gagner pour l'exercice 2026 a été révisé à la hausse pour atteindre 835 M\$, soit 1,7 % du PIB, ce qui reflète des revenus plus faibles et des dépenses plus élevées (graphique 34). Néanmoins, des années de restrictions budgétaires ont réduit le ratio de la dette nette au PIB de la province, qui est passé de 41,7 % pour l'exercice 2016 à 25,4 % pour l'exercice 2025. Cela place le Nouveau-Brunswick dans une position relativement bonne dans un contexte d'incertitude économique élevée et de pressions démographiques croissantes.

Graphique 32

Le marché des propriétés existantes a mieux performé dans les provinces de l'Atlantique

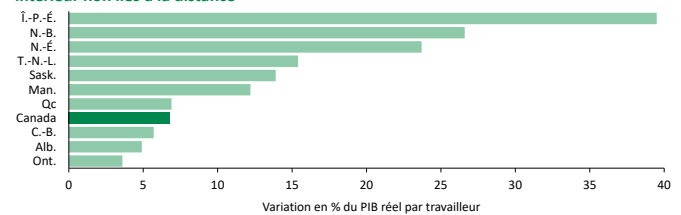


* Les barres représentent les données de 2025 et les points, celles de 2024.
Association canadienne de l'immobilier et Desjardins, Études économiques

Graphique 33

Les Maritimes bénéficieraient le plus de l'élimination des obstacles au commerce intérieur

Gains de productivité découlant de l'élimination complète des coûts du commerce intérieur non liés à la distance

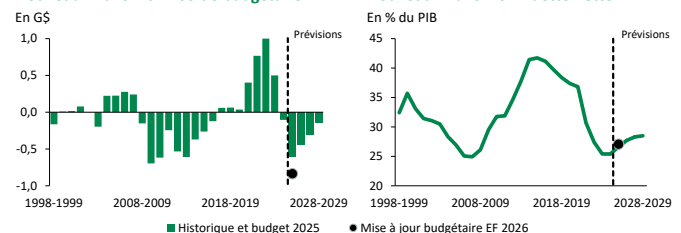


Fonds monétaire international et Desjardins, Études économiques

Graphique 34

Les perspectives budgétaires du Nouveau-Brunswick se sont détériorées, mais demeurent solides

Nouveau-Brunswick – solde budgétaire



EF : exercice financier
Gouvernement du Nouveau-Brunswick et Desjardins, Études économiques

NOUVELLE-ÉCOSSE

La Nouvelle-Écosse aborde l'année 2026 dans une position favorable. La croissance soutenue de la population attribuable à l'immigration et à la migration interprovinciale a stimulé la croissance économique et la construction de logements, même si le rythme des nouvelles arrivées dans la province a ralenti. Et la croissance démographique devrait demeurer positive à l'avenir en Nouvelle-Écosse, même si elle pourrait se contracter à l'échelle nationale. Le gouvernement provincial s'est engagé à augmenter substantiellement les dépenses en immobilisations pour répondre aux besoins de sa population croissante, en mettant l'accent sur les infrastructures de santé, le logement public et d'autres projets essentiels (graphique 35). Le mégaprojet de transmission Wind West a également connu un bon départ, avec une forte participation au premier appel d'offres de la province pour des licences d'exploitation des fonds marins en vue de développer des projets d'éoliennes en mer. Le premier parc proposé pourrait potentiellement générer trois gigawatts, soit environ 60 % de la phase initiale de Wind West. L'augmentation des dépenses en défense du gouvernement fédéral devrait également appuyer l'industrie de la construction navale de la Nouvelle-Écosse au cours des années à venir.

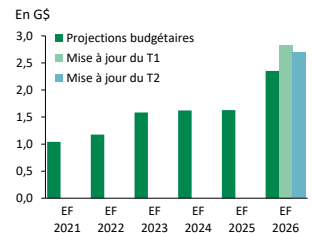
Il y a aussi eu de bonnes nouvelles sur le plan commercial dernièrement. À l'échelle internationale, l'élimination par la Chine des droits d'importation sur le homard, le crabe et d'autres produits devrait stimuler l'industrie des fruits de mer en 2026. Cela devrait être avantageux pour une province qui souffre des droits de douane sur ses exportations vers les États-Unis. Si l'année a été difficile pour le commerce international, la Nouvelle-Écosse a pris les rênes du commerce intérieur parmi les provinces canadiennes. Elle s'est engagée à promouvoir la reconnaissance mutuelle des biens (y compris les aliments), des services et des investissements avec d'autres provinces ayant adopté des lois semblables. Selon la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI, 2025), la Nouvelle-Écosse était la province la plus ouverte au commerce intérieur au pays en 2025, suivie de l'Ontario et du Manitoba (graphique 36). Cela dit, des progrès ont été réalisés dans d'autres provinces depuis la publication de l'analyse de la FCEI.

D'un point de vue budgétaire, l'incidence économique des droits de douane américains devrait entraîner un déficit plus important pour le gouvernement de la Nouvelle-Écosse pour l'exercice en cours que pour le précédent. La mise à jour des prévisions de décembre 2025 du gouvernement provincial prévoit également que le déficit de cette année sera plus important, et le ratio de la dette nette au PIB, plus élevé que ce qui était prévu dans le budget 2025. Cela dit, les révisions historiques à la hausse du PIB (les plus importantes après celles de la Saskatchewan) et les projections économiques relativement prudentes, selon la mise à jour de l'automne, laissent entrevoir un certain potentiel de hausse par rapport aux dernières prévisions budgétaires (graphique 37).

Graphique 35

Les dépenses en immobilisations planifiées en Nouvelle-Écosse ont augmenté depuis le budget de 2025

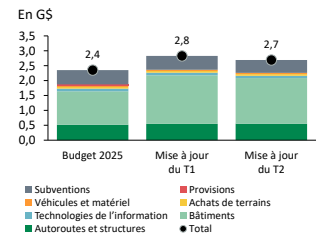
Historique et prévisions des dépenses en immobilisations



EF : exercice financier

Gouvernement de la Nouvelle-Écosse et Desjardins, Études économiques

Prévisions des dépenses en immobilisations pour EF 2026

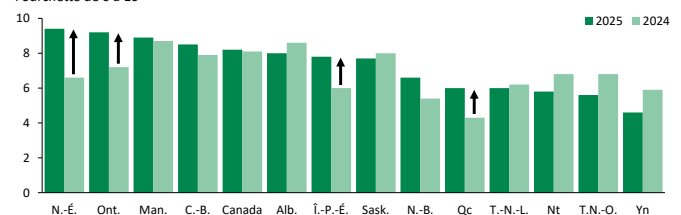


Graphique 36

Les barrières au commerce intérieur sont tombées dans la plupart des provinces canadiennes au début de 2025

Score pour la coopération entre les provinces/territoires

Fourchette de 0 à 10



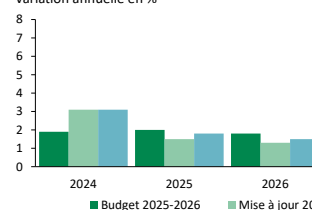
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et Desjardins, Études économiques

Graphique 37

Les plus récentes perspectives économiques officielles de la Nouvelle-Écosse sont prudentes

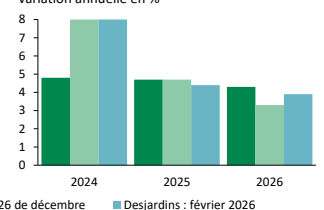
Croissance du PIB réel

Variation annuelle en %



Croissance du PIB nominal

Variation annuelle en %



Gouvernement de la Nouvelle-Écosse et Desjardins, Études économiques

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

L'Île-du-Prince-Édouard a bénéficié de l'une des révisions du PIB les plus importantes à l'échelle nationale : sa production réelle pour 2024 est maintenant estimée à un niveau supérieur de 3,0 % à nos prévisions d'octobre, confirmant son premier rang au pays avec une croissance de 3,8 % (graphique 38). Pour 2025, une certaine modération est attendue, la croissance du PIB étant estimée à 2,0 %. Bien que la croissance démographique ne s'accélère plus aux taux postpandémiques, elle s'est stabilisée et devrait demeurer positive jusqu'à la fin des années 2020. Le vieillissement de la population à l'échelle nationale et les problèmes persistants d'abordabilité dans les grandes régions métropolitaines devraient continuer de soutenir les flux migratoires interprovinciaux vers l'Île-du-Prince-Édouard, contribuant ainsi à maintenir la consommation au-dessus d'un certain seuil. Le tourisme devrait rester un contributeur clé. En 2025, de nombreux Canadiens et Canadiennes ont évité les voyages aux États-Unis en raison des tensions géopolitiques, ce qui s'est traduit par une saison touristique vigoureuse dans les Maritimes. Le nombre de nuitées à l'Île-du-Prince-Édouard avait augmenté d'environ 8,7 % en septembre 2025 depuis le début de l'année (graphique 39). Étant donné la relation difficile avec les États-Unis et les boycottages qui devraient persister en 2026, le tourisme intérieur et international pourrait continuer de contribuer à l'activité. Le renouvellement du laissez-passer Un Canada fort devrait soutenir davantage cette tendance.

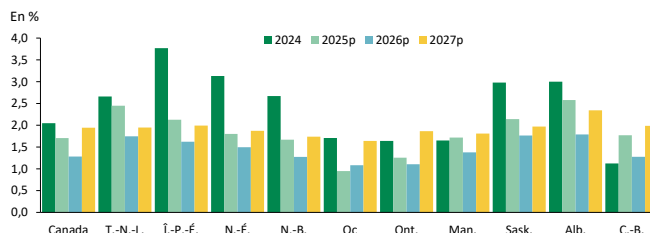
Un autre avantage de la province est sa faible vulnérabilité aux tarifs douaniers. Le taux tarifaire effectif moyen auquel sont confrontés les exportateurs de l'Île-du-Prince-Édouard reste proche de 0,5 %, grâce aux exemptions prévues à l'ACEUM et à une exposition aux droits de douane sectoriels inférieure à la moyenne. Cette situation a aidé à stimuler la fabrication de biens durables : les livraisons globales avaient augmenté de 10,7 % depuis le début de l'année en novembre, soit la plus forte hausse de toutes les provinces (graphique 40). Toutefois, la révision prochaine de l'ACEUM représente un risque. Étant donné la dépendance de la province aux secteurs exposés au commerce, tout changement aux règles commerciales continentales pourrait avoir des répercussions importantes sur les perspectives à moyen terme. La croissance du PIB devrait ralentir à 1,5 % en 2026.

Selon la mise à jour financière et économique de 2025 de l'Île-du-Prince-Édouard, le déficit prévu a été révisé à 367 M\$ pour l'exercice financier 2026, soit environ 3,2 % du PIB. Cette révision reflète en grande partie l'augmentation de 125 M\$ des dépenses de programmes attribuable à l'utilisation accrue des soins de santé, aux réclamations d'assurance et à la demande plus forte pour les programmes sociaux. Les déficits et un plan d'immobilisations ambitieux ont fait augmenter le ratio de la dette nette au PIB, qui est passé de 25,7 % au cours de l'exercice 2023 à un taux estimatif de 32,9 % (3,7 G\$) à la fin de l'exercice en cours.

Graphique 38

L'Île-du-Prince-Édouard a affiché la plus forte croissance du PIB réel en 2024

Croissance du PIB réel



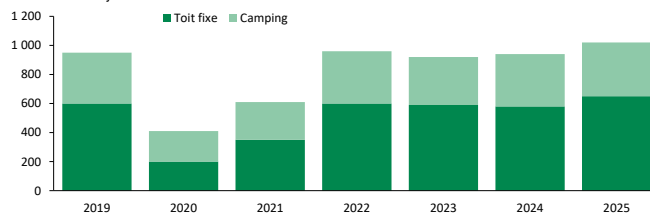
p : prévisions
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 39

Le tourisme a atteint de nouveaux sommets à l'Île-du-Prince-Édouard en 2025

Nombre total de nuitées à l'Île-du-Prince-Édouard, année écoulée en date de septembre 2025

En milliers de séjours



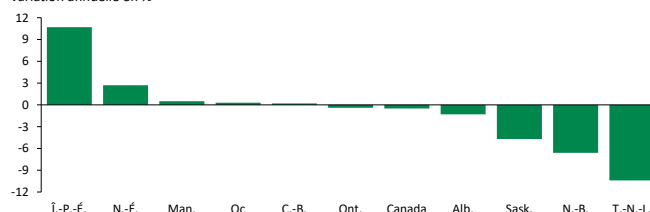
Tourisme Île-du-Prince-Édouard et Desjardins, Études économiques

Graphique 40

Les livraisons manufacturières sont en forte hausse à l'Île-du-Prince-Édouard

Ventes du secteur manufacturier, année écoulée en date de novembre 2025

Variation annuelle en %



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

Après une solide progression en 2024, la croissance du PIB réel de Terre-Neuve-et-Labrador devrait demeurer parmi les meilleures au pays jusqu'en 2027. Le secteur de l'énergie explique une grande partie de ce succès, et la province a la chance d'avoir une plus petite part de ses exportations énergétiques destinée aux États-Unis comparativement aux autres provinces productrices d'énergie. La production extracôtière a augmenté de 19,4 % en novembre 2025 par rapport à l'année précédente (graphique 41). La hausse de la production résulte de l'augmentation de l'extraction dans chacun des champs pétroliers, à l'exception d'Hibernia. La production continue de progresser au champ pétrolifère White Rose, qui a redémarré en mars 2025 à la suite d'un arrêt ayant commencé en janvier 2024. Les perspectives à long terme de Terre-Neuve-et-Labrador demeurent étroitement liées au calendrier des grands projets de dépenses en immobilisations. Les investissements continus dans les plateformes pétrolières, les projets miniers et les projets d'énergie éolienne soutiennent la croissance à moyen terme. Parallèlement, l'augmentation des investissements publics dans les hôpitaux et les infrastructures devrait s'accélérer vers la fin de la décennie (graphique 42).

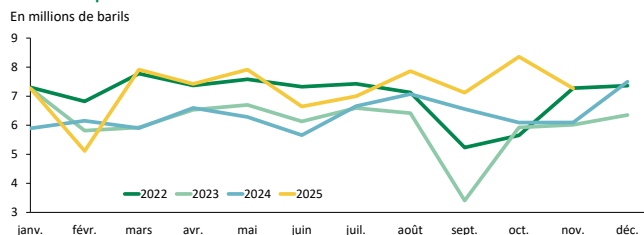
Bien entendu, nous ne pourrions passer sous silence l'entente de principe signée entre NL Hydro et Hydro-Québec relativement à la rivière Churchill. Le budget 2025 a chiffré les revenus annuels supplémentaires provenant de cette entente à 1 G\$ au cours des 17 prochaines années. Si cette prévision se révélait exacte, la situation financière de Terre-Neuve-et-Labrador s'en trouverait considérablement améliorée. Le comité d'examen indépendant chargé d'évaluer l'entente de principe dispose actuellement de quatre mois à compter du 15 décembre 2025 pour répondre à la question suivante : cette entente est-elle dans l'intérêt à long terme de la population de Terre-Neuve-et-Labrador? Nous attendons avec impatience les conclusions du comité.

D'un point de vue financier, les nouvelles pourraient certainement être meilleures pour Terre-Neuve-et-Labrador. En raison notamment de l'incertitude créée par l'administration américaine, la province la plus à l'est du Canada devrait enregistrer l'un des déficits les plus importants en proportion du PIB de toutes les provinces cette année. Cela devrait renforcer son statut de province la plus endettée du Canada, du moins en proportion du PIB. La mise à jour de l'automne suggère que la situation budgétaire de la province s'est dégradée plutôt qu'améliorée tout au long de l'année, bien qu'on puisse en dire autant de la plupart des provinces (graphique 43). Au moment de son budget 2025, la province prévoyait des excédents de plus en plus importants à compter de l'exercice 2027, et nous espérons qu'elle pourra renouer avec cette trajectoire budgétaire.

Graphique 41

La production pétrolière a augmenté à Terre-Neuve-et-Labrador grâce au champ pétrolifère de White Rose

Production pétrolière totale à Terre-Neuve-et-Labrador

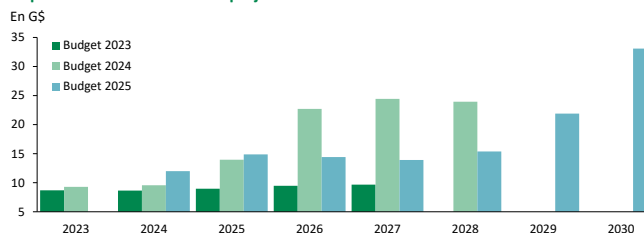


Régie de l'énergie extracôtière Labrador et Desjardins, Études économiques

Graphique 42

Les hausses de dépenses en immobilisations ont été reportées à la fin de la décennie

Dépenses en immobilisations projetées à Terre-Neuve-et-Labrador

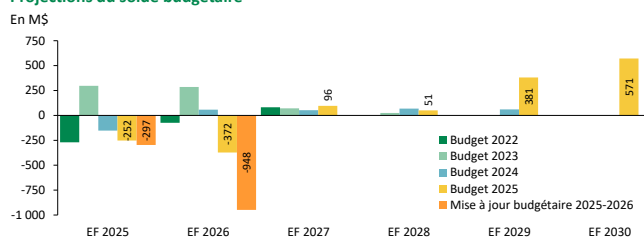


Ministère des Finances de Terre-Neuve-et-Labrador et Desjardins, Études économiques

Graphique 43

Le redressement budgétaire prévu à Terre-Neuve-et-Labrador a du plomb dans l'aile

Projections du solde budgétaire



EF : exercice financier

Ministère des Finances de Terre-Neuve-et-Labrador et Desjardins, Études économiques

Tableau
Canada : principaux indicateurs économiques par province

Variation en %	2022	2023	2024	2025	2026p	2027p
Croissance du PIB réel – Canada	4,7	2,0	2,0	1,7	1,3	1,9
Terre-Neuve-et-Labrador	-1,1	-3,0	2,7	2,4	1,7	1,9
Île-du-Prince-Édouard	5,1	2,9	3,8	2,1	1,6	2,0
Nouvelle-Écosse	5,1	2,4	3,1	1,8	1,5	1,9
Nouveau-Brunswick	2,2	2,0	2,7	1,7	1,3	1,7
Québec	4,5	0,7	1,7	0,9	1,1	1,6
Ontario	4,4	2,4	1,6	1,3	1,1	1,9
Manitoba	4,8	2,8	1,7	1,7	1,4	1,8
Saskatchewan	10,1	3,1	3,0	2,1	1,8	2,0
Alberta	5,9	2,5	3,0	2,6	1,8	2,3
Colombie-Britannique	4,8	2,8	1,1	1,8	1,3	2,0
Croissance du PIB nominal – Canada	12,9	3,5	4,8	4,3	3,6	4,0
Terre-Neuve-et-Labrador	8,7	-4,0	4,6	4,6	3,4	4,0
Île-du-Prince-Édouard	10,9	6,7	7,5	4,7	4,4	4,0
Nouvelle-Écosse	9,4	7,6	8,0	4,4	3,9	4,0
Nouveau-Brunswick	8,8	3,5	4,0	4,1	3,5	3,7
Québec	9,6	4,7	5,9	3,9	3,4	3,9
Ontario	9,8	6,9	5,1	3,9	3,5	3,8
Manitoba	11,3	5,4	3,3	4,2	3,5	3,8
Saskatchewan	32,7	-3,7	0,0	4,4	3,7	4,3
Alberta	23,7	-4,0	5,1	4,3	2,6	4,1
Colombie-Britannique	12,1	3,6	3,5	4,4	3,6	4,1
Taux d'inflation global – Canada	6,8	3,9	2,4	2,1	2,1	2,0
Terre-Neuve-et-Labrador	6,4	3,3	1,8	1,4	2,2	1,9
Île-du-Prince-Édouard	8,9	2,9	1,9	1,4	1,9	1,8
Nouvelle-Écosse	7,5	4,0	2,3	2,0	2,2	2,0
Nouveau-Brunswick	7,3	3,5	2,2	1,7	2,2	1,9
Québec	6,7	4,5	2,3	2,5	2,0	2,0
Ontario	6,8	3,8	2,4	1,9	2,1	2,1
Manitoba	7,9	3,6	1,0	2,7	2,1	2,1
Saskatchewan	6,6	3,9	1,4	2,1	2,1	2,2
Alberta	6,5	3,3	2,9	1,9	2,0	2,2
Colombie-Britannique	6,9	4,0	2,6	2,1	1,9	1,9
Croissance de l'emploi – Canada	4,1	3,0	1,9	1,5	0,8	0,8
Terre-Neuve-et-Labrador	4,0	1,7	2,7	-0,2	-0,2	0,0
Île-du-Prince-Édouard	5,0	6,2	3,6	1,0	0,9	0,8
Nouvelle-Écosse	3,5	2,7	3,1	0,5	0,3	0,5
Nouveau-Brunswick	2,9	3,4	2,8	1,3	1,4	0,6
Québec	3,1	2,9	0,9	1,7	0,6	0,6
Ontario	4,8	3,1	1,7	1,0	0,5	0,8
Manitoba	3,6	2,7	2,6	1,6	1,1	0,6
Saskatchewan	3,5	1,6	2,6	2,5	1,7	0,6
Alberta	4,9	3,7	2,9	2,8	2,0	1,0
Colombie-Britannique	3,4	2,6	2,4	1,2	0,4	0,9
Taux de chômage – Canada	5,3	5,4	6,4	6,8	6,7	6,5
Terre-Neuve-et-Labrador	11,1	9,8	10,0	10,3	10,3	9,8
Île-du-Prince-Édouard	7,7	7,3	7,8	8,0	7,9	7,9
Nouvelle-Écosse	6,6	6,4	6,5	6,6	6,6	6,3
Nouveau-Brunswick	7,2	6,6	7,1	7,1	7,4	7,2
Québec	4,3	4,4	5,4	5,6	5,2	5,2
Ontario	5,6	5,6	7,0	7,7	7,5	7,2
Manitoba	4,5	4,9	5,5	5,8	5,9	5,8
Saskatchewan	4,6	4,7	5,5	5,2	5,5	5,2
Alberta	5,8	5,9	7,1	7,2	7,4	7,4
Colombie-Britannique	4,6	5,2	5,6	6,2	6,4	6,3

p : prévisions

Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, ministère des Finances de l'Ontario et Desjardins, Études économiques